



A V I S

sur

le projet de règlement grand-ducal

1. **fixant les conditions d'application et modalités d'exécution relatives au contrat d'accueil et d'intégration;**
2. **modifiant le règlement grand-ducal du 15 mai 2001 fixant le montant du droit d'inscription à payer lors de l'admission à un cours d'éducation des adultes organisé par le Service de la Formation des Adultes;**
3. **modifiant le règlement grand-ducal du 31 mars 2000 ayant pour objet 1) de fixer les modalités des contrats conventionnant des cours pour adultes et les conditions d'obtention d'un label de qualité et d'une subvention 2) de créer une Commission Consultative à l'Éducation des Adultes;**
4. **modifiant le règlement grand-ducal du 3 août 2010 fixant les montants des droits d'inscription à payer lors de l'admission à un cours organisé par l'Institut national des langues**

Par dépêche du 16 novembre 2010, Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration a demandé l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de règlement grand-ducal spécifié à l'intitulé.

En ordre principal, le projet en question doit fixer les conditions d'application et les modalités d'exécution du contrat d'accueil et d'intégration prévu au chapitre 2 de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics constate d'abord que la loi précitée du 16 décembre 2008 est entrée en vigueur, conformément à son article 33, à la date du 1^{er} juin 2009. Aux termes de la jurisprudence administrative, la loi est immédiatement exécutoire, même au cas où elle prévoit des actes réglementaires relatifs à son exécution, dès l'instant qu'elle n'a pas spécifié que son application serait subordonnée à la publication desdits actes (Conseil d'État, 10 juillet 1999, aff. Thill contre Ministre de la Fonction publique). En omettant de prendre le règlement grand-ducal prévu à l'article 10 de ladite loi, le gouvernement a donc empêché l'exécution des dispositions de son chapitre 2 qui a trait aux contrats d'accueil et d'intégration, contrats qui ne peuvent en effet être conclus sans que leurs conditions d'application et leurs modalités d'exécution aient été fixées par règlement grand-ducal. La Chambre renvoie à ce sujet aux remarques formulées dans son avis n° A-2344⁻¹ de ce jour sur le projet de règlement grand-ducal relatif à l'organisation et au fonctionnement des commissions consultatives d'intégration.

Pour le surplus, la Chambre des fonctionnaires et employés publics est d'avis que le contrat type d'accueil à élaborer par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) doit être annexé au règlement grand-ducal pour en faire partie intégrante. La Chambre propose en conséquence de compléter l'article 1^{er} du projet sous avis par un alinéa 2 ayant la teneur suivante: "*Le contrat-type est annexé au présent règlement pour en faire partie intégrante*".

Il n'est par ailleurs nulle part spécifié qui doit signer le contrat. En principe, s'il comporte un engagement de l'État, le contrat devrait être signé par le ou les ministres compétents ou par les fonctionnaires ayant reçu une délégation de signature à cet effet. La Chambre est d'avis qu'il est indispensable de compléter le texte en ce sens.

En ce qui concerne le traitement de données à caractère personnel prévu au chapitre VII (articles 24 à 29), la Chambre des fonctionnaires et employés publics demande au gouvernement de présenter un avis de conformité de ces articles de la Commission nationale pour la protection des données. La Chambre constate en effet que la loi du 16 décembre 2008 ne fournit aucune base légale permettant à l'OLAI d'avoir accès aux données prévues audit chapitre VII.

L'article 31 prévoit une "*évaluation externe indépendante*" du contrat, sans cependant donner de plus amples précisions. Quid dans ce cas de la protection des données à caractère personnel? Qui supporte les frais de cette évaluation?

Sous la réserve des critiques et suggestions formulées ci-avant, la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de règlement grand-ducal lui soumis pour avis.

Ainsi délibéré en séance plénière le 11 février 2011.

Le Directeur,

G. MULLER

Le Président,

E. HAAG